

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

*Pour diffusion immédiate*

Ottawa, lundi 19 juillet 2021

## **Des parlementaires du monde entier demandent que l'autonomisation du public soit une priorité dans l'agenda de la COP26**

En collaboration avec la Fondation Westminster pour la démocratie (WFD), ParlAmericas et des parlementaires du Canada, d'Indonésie, de Géorgie, du Kenya et du Pakistan ont publié une [déclaration](#) soulignant la nécessité urgente de faire de l'autonomisation du public une priorité lors de la COP26 et son rôle dans la réalisation globale de l'Accord de Paris.

Leur déclaration reprend les six éléments de l'[Action pour l'autonomisation climatique \(ACE\)](#), terme adopté par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour désigner les mesures associées à l'Article 6 de la Convention (1992) et à l'Article 12 de l'Accord de Paris, et visant à permettre à tous les membres de la société de s'impliquer dans l'action pour le climat à travers l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public, l'accès du public à l'information, et la coopération internationale dans ces domaines. Elle suggère qu'il conviendrait de renouveler l'engagement concernant le rôle que l'ensemble de la société peut jouer dans l'action pour le climat suite aux menaces à la démocratie de certaines réponses à la COVID-19. Elle décrit également la nécessité de renforcer la gouvernance en matière de climat et d'assurer une plus grande participation et implication dans l'action pour le climat afin de lutter contre le changement climatique. Elle reconnaît en outre le rôle important des parlementaires dans ces efforts, thème exploré lors de la [5e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas](#).

Les signataires de cette déclaration sont l'**honorable sénatrice Rosa Galvez (Canada)**, présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas; l'**honorable Munaza Hassan (Pakistan)**, présidente du Comité sur le changement climatique de l'Assemblée nationale; l'**honorable Fadli Zon (Indonésie)**, président du Comité sur la coopération interparlementaire de la Chambre des représentants; l'**honorable Japhet Miriti Kareke Mbiuki (Kenya)**, président du Comité sur l'environnement et les ressources naturelles de l'Assemblée nationale; l'**honorable Maia Bitadze (Géorgie)**, présidente du Comité sur la protection de l'environnement et des ressources naturelles du Parlement; **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas; et **Rafael Jimenez Aybar**, conseiller en matière de démocratie environnementale à la WFD.

Pour appuyer la déclaration, la sénatrice Rosa Galvez a commenté : « La pandémie a restreint le plein exercice des activités démocratiques, qui n'ont toujours pas été entièrement rétablies. Cela limite les mesures nécessaires pour demander des comptes aux gouvernements concernant leurs promesses en matière de climat. C'est pourquoi il est si important de faire de l'autonomisation du public une priorité et, en tant que parlementaires, nous avons le rôle fondamental de faire en sorte que des cadres et des programmes adéquats soient en place pour garantir l'accès à

l'information, l'éducation et la participation du public dans l'élaboration et la mise en œuvre de la législation et des politiques. »

La déclaration est à consulter [ici](#).